

Monsieur le Président (Madame la Présidente),

Votre nomination au poste de président de la Cinquième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement témoigne de la confiance que vous portent les nations participantes. Votre tâche ne sera pas facile, étant donné l'importance et la complexité des questions économiques et sociales à notre ordre du jour. Nous vous félicitons d'avoir accepté de relever le défi et nous nous engageons à vous fournir appui et coopération pour vous aider à assurer le succès des travaux de la Conférence.

Permettez-moi de remercier le Gouvernement des Philippines pour ses installations vraiment remarquables et sa bienveillante hospitalité. Nous espérons sincèrement que la chaleur et la cordialité de son accueil se communiqueront aux discussions que nous aurons tout au long de la Conférence.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada m'a demandé de vous faire part de son regret de ne pouvoir assister aux travaux d'ouverture - pour des raisons compréhensibles liées à notre processus électoral -, mais il m'a demandé de vous transmettre en personne ses souhaits les plus sincères pour une rencontre fructueuse.

Lors de la réunion du Groupe des 77 tenue récemment à Arusha, le président Julius Nyerere de la Tanzanie a noté que le changement est non seulement souhaitable, mais inévitable. Ce thème, avancé par l'un des dirigeants africains les plus distingués, résume la grande approche canadienne de l'inégalité flagrante des niveaux de revenus des riches et des pauvres; en effet, le spectre de centaines de millions de personnes vivant encore dans un état de pauvreté absolue ne peut être sciemment et délibérément toléré. Le changement est en outre inévitable, tout simplement parce que nous n'avons pas la possibilité de décider de l'accepter ou de le refuser. Le processus est évolutif et continu et - on doit bien le reconnaître - il échappe souvent au contrôle des gouvernements. Compte tenu de la capacité limitée qu'ont les gouvernements d'intervenir dans ces processus ainsi que des intérêts communs de nos économies toujours plus interdépendantes, il nous appartient plutôt de décider de la façon d'influer sur les changements, en favorisant ceux qu'il est souhaitable d'obtenir et possible d'accélérer, en retardant ceux qui doivent être contenus et en réorientant ceux qui peuvent l'être, de façon à assurer que notre ordre économique international en évolution ait des retombées bénéfiques sur toutes les nations et sur tous les peuples.